

TRUMP EST UNE CHANCE POUR L'UNION EUROPÉENNE

18 FÉVRIER 2017

Le titre vous paraît audacieux ? Laissez nous vous convaincre qu'il est pertinent. Depuis son investiture au poste de 45e Président des États-Unis le 20 janvier dernier, Donald Trump est l'homme le plus épié, le plus commenté et surtout, le plus critiqué de la planète. Son comportement comme ses décisions, toutes contestables de notre avis, en sont les principaux responsables. Si nous aimons rappeler notre désapprobation la plus totale face à ces mesures tantôt discriminatoires, tantôt rétrogrades, il faut souligner que l'action politique du Président Donald Trump nous offre la magnifique opportunité de répondre des valeurs humanistes qui fonde notre "européanité". **Entendons par là qu'il s'agit d'une chance pour l'Union européenne d'incarner un "troisième recours", entre puissance américaine et puissance russe, pour faire émerger son *Soft power*, principe d'action dans lequel nombre d'États pourraient se reconnaître désormais.**

Focus sur l'Amérique de Trump

Intéresserons-nous d'abord à quelques décrets entrés en vigueur depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump :

- **L'interdiction d'accès aux territoires américains des ressortissants de 7 pays du Moyen-Orient et de l'Afrique :** le désormais célèbre "*Muslim ban*" concerne les citoyens de l'Iran, de l'Irak, de la Syrie, de la Libye, du Soudan, du Yémen et de la Somalie, pays considérés comme hébergeant des groupes terroristes. La réaction première a été de s'étonner de l'absence de pays liés aux attentats du 11 septembre tels que l'Afghanistan, le Pakistan ou encore l'Arabie Saoudite ; posture qui avaliserait presque le décret en lui-même, créant une hiérarchie des pays coupables selon les croyances populaires, de bienveillance envers le terrorisme ;
- **La construction d'un mur à la frontière mexicaine :** bien qu'idéologique, ce nouveau mur d'Hadrien pourrait bien voir le jour, malgré l'opposition du Président mexicain, Enrique Peña Nieto, et le débat que la proposition a provoqué (si bien qu'une publicité de la société 84 Lumber qui devait être diffusée sur ce sujet à l'occasion du Superball a été refusée, jugée "*too controversial*") ;
- **Une intensification** de la lutte contre l'immigration illégale ;
- **La baisse du quota de réfugiés accueillis aux États-Unis pour l'année 2017** (50 000 contre les 100 000 initialement prévus).

Nous nous acheminons tout droit vers l'isolationnisme que nous laissaient présager les déclarations de Donald Trump.

Ces décisions sont contre-nature, d'abord parce qu'aucun pays ne peut se targuer de s'être formé d'une telle agrégation de cultures diverses, ensuite parce que les États-Unis représentent encore dans l'imaginaire populaire, l'idée que le "*melting pot*" est possible. Une diversité qui jusque lors contribuait à sa richesse. Il est loin ce temps où les immigrés, débarqués par bateaux sur la célèbre Ellis Island, pouvaient apercevoir la statue de la Liberté surplomber tout l'Amérique – en témoigne le poème d'Emma Lazarus, "*The New Colossus*", inscrit en 1903 sur son piédestal.

Alors, émotion mis à part, il convient de s'interroger sur la décision de Donald Trump de rompre avec trois cents années d'Histoire des États-Unis.

Pour toute civilisation, un repli sur soi-même équivaut à une fin annoncée de son historicité. En astronomie, on parle d'effondrement gravitationnel, c'est à dire la période où une étoile qui n'est plus en mesure de maintenir son équilibre et de compenser les pressions qu'elle subit, s'achemine lentement vers sa fin de vie pour se transformer en trou noir.

Est-elle un cas isolé ? Non, en Europe, la Hongrie de Viktor Orbán s'est fardée d'une barrière provisoire de contrôle frontalier ; les hot spots se sont multipliés en Grèce et en Turquie, la France s'est débarrassée de la jungle de Calais qu'elle ne serait voir ; l'Allemagne a durcie ses positions envers les migrants en fermant ses frontières ; l'Italie en appelle maintenant à la Vladimir Poutine pour venir en aider à un pays submerger par l'arrivée de migrants en provenance de la Libye (Mario Giro, le vice-ministre italien des Affaires étrangères).

Où est l'Europe ?

La "crise des migrants", comme elle a été nommée, a montré les limites de l'Union européenne, incapable de répondre des valeurs humanistes qui ont fondé sa légitimité : dignité humaine, liberté, démocratie, égalité, État de droit et respect des droits de l'homme.

La léthargie de l'UE face à cette crise humanitaire ne s'est pas faite en raison d'un vide législatif à ce sujet. Depuis 2012 existe un "cadre stratégique en faveur des droits de l'homme et de la démocratie". Son objectif est double, d'abord "*renforcer l'efficacité et la cohérence de la politique de l'Union européenne dans ce domaine*", ensuite permettre "*aux États membres et aux institutions de l'UE de prendre de véritables mesures collectives*" afin de "*prévenir et résoudre des conflits et, à terme, réduire la pauvreté*"^[1]. Ainsi définie, la politique de l'Union européenne relève les défis suivants :

-
- faire progresser les droits des femmes, des enfants, des minorités et des personnes déplacées ;
- s'opposer à la peine de mort, à la torture, à la traite des êtres humains et aux discriminations ;
- défendre les droits civiques, politiques, économiques, sociaux et culturels ;
- défendre la nature universelle et indivisible des droits de l'homme, en collaborant étroitement avec les pays partenaires, les organisations internationales et régionales, ainsi qu'avec des groupes et des associations représentant tous les niveaux de la société civile.^[2]

En 2012, l'Union européenne ne pouvait présager que les différents terrains de conflits qui entourent aujourd'hui l'Europe (Libye, Syrie, Yémen, Érythrée...) viendraient générer des flux de plus d'un million de personnes, soit le plus important exode de populations depuis la Seconde Guerre mondiale. De ce défi migratoire extraordinaire pour toute notre génération, et devant la crise humaine déclenchée, les citoyens européens avaient besoin d'une réponse forte de l'Union européenne (là où leurs représentants nationaux se déchiraient au sujet des quotas de répartition de réfugiés par États-membres).

Pour autant, l'Union européenne s'est abandonnée à elle-même. Elle a laissé périr des innocents en mer aux larges de ses côtes, et a permis l'épanouissement d'une situation propice à l'éclosion des partis extrémistes dans l'ensemble de ses États-membres.

Entre l'Union européenne et les États-Unis, les erreurs sont morales et éthiques. D'un côté, l'absence de décision conduit à une situation d'une inhumanité extrême, de l'autre, les solutions envisagées manquent cruellement de discernement, dénote une méconnaissance absolue de l'Histoire et de l'affect humain.

Ces marqueurs traduisent la pusillanimité face à l'inconnu, la crainte de l'étranger, celui qu'Emmanuel Levinas désigne sous le nom de "l'autre", celui qui nous contraint à questionner l'individu, la différence et la diversité, celui qui créer une situation en tout point pareil à ce que résume Jacques Barreau : "*Pourquoi ferme-t-on sa porte à un étranger ? Par égoïsme, par*

méchanceté ? Non, essentiellement par peur. Peur d'introduire un élément de désordre dans un quotidien que l'on a toujours du mal à stabiliser. Peur d'avoir à modifier son comportement dans une configuration nouvelle de proximité. Peur d'ajouter de l'incertitude dans un environnement déjà perçu comme chahuté.^[3]

La faute est commune, la réponse se doit d'être collective. La présidence Trump est une chance pour l'Union européenne. Elle doit la saisir pour engager une réforme totale qui aboutira à une redéfinition des contours de son action. Son objectif poursuivi doit être celui de constituer, à terme, une nation européenne une et indivisible, dont la philosophie doit emprunter à celle qui a prévalu à la naissance des États-Unis.

Une constitution philosophique commune

Ils sont nés de la Guerre de Sécession. Elle est née de la fin d'un conflit entre ses États-nations. Sous différents ciels et en différents temps, la réponse apportée à une guerre totale a été l'unification de la société par la reconstruction, d'abord matérielle, puis institutionnelle et enfin, sociale. La constitution de ces deux entités nous renvoie directement à la philosophie hobbesienne en ce qu'elle permet à l'homme de sortir de son isolement, de sa solitude et de ses craintes, dénominateurs communs de l'état de guerre (également état de nature chez Hobbes), pour se diriger vers une société civile unifiée par les lois (Montesquieu), où les citoyens disposent d'un désir commun, une volonté générale (Rousseau) qui vise à assurer leur pérennité, et à travers eux, celle de la société.

Pour l'Europe, sa force réside tant dans son Histoire que dans sa diversité (ses constitutions, ses langues, ses peuples, ses arts, ses cultures, ses sciences...) qui ont émergé par l'interaction des peuples dans le temps, Grèce et Rome d'abord, Francs, Saxon, Germains ensuite, par la monarchie absolue et la découverte des autres mondes, par l'influence de ses conquistadors et du commerce des villes hanséatiques... L'Europe est un tout, et l'Union européenne rappelle l'existence de cette Histoire. C'est cette richesse qui irrigue son rayonnement à l'international. C'est ce rayonnement qui fonde son influence.

Dans l'état actuel des choses, l'Union doit se muer pour former le troisième recours, entre feu l'Amérique et la Grande Russie en reconstruction.

Cette idéologie de l'influence marque bien le moteur premier de l'Union européenne. C'est par le *Soft Power* qu'elle s'est imposée face à ses concurrents internationaux, devenant de fait la deuxième puissance économique mondiale. C'est par la paix entre ses nations et la création d'une unité administrative, culturelle, politique et sociale que l'Union européenne incarnera cette troisième voie.

En y réfléchissant parfois, on comprend pourquoi l'Union européenne a cherché à étendre ses frontières depuis sa création. Ce processus si souvent décrié visait finalement, outre à étendre son influence sur le vivant en associant des États d'un même continent à son Histoire commune.

Dans ces conditions, lançons un appel, celui de retrouver notre "européanité" en s'appuyant sur notre diversité.

Thomas Alves-Chaintreau